

8 Grande interview

«La coopération ne peut pas résoudre les conflits politiques»

PATRICIA DANZI Elle a pris la tête de la coopération et du développement suisse, puis le covid a fait des ravages. Ancienne athlète, polyglotte parlant sept langues, habituée des zones de conflit, elle n'a cependant pas l'habitude de baisser les bras. Entretien entre deux rendez-vous et une séance Skype

PROPOS RECUEILLIS PAR BORIS BUSSLINGER ET SIMON PETITE, BERNE
@BorisBusslinger | @SimonPetite

Elle courtait dans les stades, elle court désormais les réunions. Ancienne sportive d'élite, Patricia Danzi a rangé ses crampons pour devenir directrice de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). Première femme et première afro-descendante à la tête de cette agence qui dépend du Département fédéral des affaires étrangères, cette ancienne déléguée au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est entrée en fonction en mai 2020. Après une première année particulièrement agitée du point de vue humanitaire, elle répond aux questions du *Temps*.

Vous êtes directrice de la DDC depuis une année. Le poste correspond-il à ce que vous attendiez? Non, pas exactement. Mais c'était une année exceptionnelle pour tout le monde. Le covid nous a obligés à repenser tous les programmes, à réajuster tous nos plans, à contacter nos partenaires, car les besoins des populations changeaient du jour au lendemain. Il y a eu du rythme. D'autant que la stratégie pour la coopération 2021-2024 devait parallèlement être présentée au parlement aux côtés d'un crédit additionnel de 400 millions de francs pour répondre à la pandémie. Nous n'avons pas chômé.

Quels sont vos dossiers les plus chauds? Ils sont presque tous liés à la santé. L'aide humanitaire est particulièrement sollicitée. Des pays comme l'Inde ou le Népal nous ont contactés pour nous demander de l'aide, des tests, de l'oxygène, des respirateurs. Nous devons constamment évaluer notre capacité de réponse. Parfois, nous pouvons accéder à ces requêtes, parfois non. Hors covid, nous sommes aussi très occupés par la mise en place de la nouvelle stratégie de la DDC. Mais, là aussi, la pandémie nous complique la tâche. Les autorités des pays partenaires ont d'autres préoccupations, beaucoup de nos voyages destinés à l'organisation des programmes ont été annulés. On fait avec. Nous sommes heureusement agiles. C'est l'une des bonnes surprises que j'ai eues en arrivant à la DDC. Pour une administration composée de 1300 personnes (dont 460 en Suisse), nous nous adaptons vite.

Vous-même n'avez pu vous déplacer que de manière très limitée. Effectivement. Mais venir à Berne était quand même nouveau pour moi. Et j'avais beaucoup de choses à apprendre dans mes nouvelles

fonctions. Des départements à découvrir, des fonctionnements de bureaux à comprendre, des personnes à rencontrer. Je ne me suis pas ennuyée. Concernant l'étranger, par contre, il est clair que la lecture d'un rapport ou une discussion Skype ne remplacent pas un déplacement. Je suis une personne qui a besoin de voir, de discuter, de sentir les choses pour les appréhender entièrement. C'est aussi une question de crédibilité. Si je peux parler de ce que j'ai vu, si j'ai rencontré les gens à qui nos programmes sont destinés, je suis bien plus convaincante. C'est décisif.

Concrètement, que fait la DDC sur le front de la pandémie? Sachant que la distribution des vaccins est particulièrement inéquitable dans les pays pauvres. Nous avons contribué et contribuons encore à une initiative multilatérale sans précédent: l'Access to COVID-19 Tools Accelerator (ACT-A) lancée par le G20 avec un fort soutien de l'Union européenne. Elle réunit les pays donateurs, le secteur privé, les fondations et organisations internationales autour de quatre piliers essentiels: garantir un accès équitable aux vaccins, aux diagnostics, aux thérapies et renforcer les systèmes de santé. Si le parlement donne son aval, 300 millions de francs supplémentaires pourraient être prochainement alloués à ce mécanisme. J'ajoute que nous nous engageons depuis longtemps pour renforcer la résilience des systèmes de santé dans plusieurs pays à faible et moyen revenus. Nous nous sommes aussi beaucoup investis dans les négociations relatives aux prix des tests, qui ont baissé de près de 90% depuis le début de la crise.

La Suisse défend cependant farouchement les brevets des vaccins. Comment vivez-vous ces contradictions? On donne d'une main, on ferme la porte de l'autre? Ces tensions seront toujours présentes. Quand de l'argent est en jeu et que des intérêts divergent, il y a des frictions. Pour la DDC, l'important est de s'assurer que les populations les plus pauvres fassent partie du calcul.

Quelle est la marge de manœuvre de la coopération? La paix, la sécurité, la durabilité et la réduction de la pauvreté sont inscrites dans la Constitution. Tout est là. Le parlement complète l'équation en définissant nos ressources. La dernière fois qu'il s'est penché sur le sujet, je m'attendais à une discussion très dure. Mais cela n'a pas été le cas. Peut-être que la crise sanitaire a fait prendre conscience aux plus dubitatifs

que, face à l'inattendu, les investissements sur le long terme étaient nécessaires.

Suite aux milliards dépensés pour maintenir l'économie suisse à flot, vos budgets pourraient-ils être remis en question? La pression viendra, c'est sûr. Mais nous devons absolument rester prévisibles pour nos partenaires. Je pense que nous disposons de bons arguments pour mettre en valeur notre travail. Nous ferons tout pour respecter nos engagements.

L'objectif défini par les Nations unies est de réserver 0,7% du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement. Ce taux est-il toujours d'actualité en Suisse? En 2011, le parlement a décidé de porter le taux de l'aide publique au développement à 0,5% par rapport au RNB. Ce taux a été atteint en 2015 et 2016, mais se situe au-dessous depuis. Le 0,7% que vous mentionnez, c'est une recommandation et un appel à la solidarité. Certains pays l'ont atteint, voire dépassé, comme la Norvège et la Suède, mais d'autres se situent loin en dessous. Je préfère un budget stable à un pourcentage lié à une situation économique changeante, surtout dans la situation actuelle.

Politiquement, la campagne sur les multinationales responsables a laissé des traces. Berne a remis à l'ordre les ONG. Vous voulez les museler? Non pas du tout. J'aimerais au contraire les rassurer. Il y a eu une erreur pendant la campagne. Une ONG a utilisé 20000 francs de la DDC pour faire du lobbying en faveur de l'initiative pour les multinationales responsables. C'était contraire au contrat de prestation et l'ONG a remboursé cet argent. Puis le climat politique s'est enflammé. Pour apporter plus de clarté, la DDC ne financera plus le travail d'information des ONG en Suisse. Cela ne veut cependant pas dire que nos financements pour leurs projets à l'étranger diminueront. Les ONG restent des partenaires indispensables pour la coopération suisse, car elles sont bien

PROFIL

1969 Naissance à Fribourg.

1996 Participation aux JO d'Atlanta et première mission pour le CICR en Bosnie.

2015 Responsable des opérations du CICR en Afrique.

2020 Prend la tête de la DDC.





KARL-HEINZ HUG POUR LE TEMPS

LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Vos moyens de vous ressourcer?

Faire du sport en plein air.

Un souhait pour la Suisse?
Qu'elle reste solidaire envers les enjeux globaux.

Une personnalité qui vous inspire?

Nelson Mandela, pour son humilité, sa sagesse et sa capacité de réconciliation.

Un ou une modèle dans le sport?

Le champion suisse de handisport Heinz Frei, pour son optimisme.

Un lieu qui a joué un rôle dans votre vie?

Le Jura, un endroit où je me ressource et qui donne l'impression d'être totalement ailleurs.

La Suisse, pour vous, c'est?

La démocratie par excellence. Une nature extraordinaire. Et où il est possible de boire l'eau du robinet

ancrées dans la population suisse et proches des communautés à l'étranger. On ne veut pas et on ne peut pas les remplacer.

Les ONG sont notamment primordiales dans un des dossiers les plus brûlants du moment: le conflit israélo-palestinien. Que fait la DDC sur place? Nous sommes présents à Tel-Aviv, à Ramallah et à Jérusalem-Est. Nous avons aussi quelques employés locaux à Gaza. Le travail de la DDC s'articule avant tout autour des jeunes afin de leur offrir une perspective d'avenir. La Suisse s'investit aussi dans le dossier des droits de l'homme et dans l'aide humanitaire. Nous travaillons avec différents partenaires dans les milieux économiques, du secteur privé et des ONG palestiniennes.

Ces projets sont-ils toujours en cours dans la bande de Gaza? Ils sont en pause. En ce moment, nos employés sont à la maison, ou dans des bunkers. On verra combien de temps ça dure. Il risque



Patricia Danzi, lors de son premier voyage à l'étranger en tant que directrice de la DDC en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. (REMO NAEGELI)



A Benghazi, Libye, en 2018. (CICR)



Dans sa prime enfance. (ARCHIVES PRIVÉES)

certainement d'y avoir davantage de besoins humanitaires dans les mois à venir.

N'est-ce pas décourageant de travailler dans ces conditions? La coopération bilatérale et l'aide humanitaire ne peuvent pas résoudre les conflits. Cela n'a jamais été le cas. Face aux souffrances constatées sur place, le choix est de ne jamais abandonner. On ne peut pas.

Etes-vous personnellement touchée par ces situations? Ce sont les histoires humaines qui me touchent. Dans ma carrière, j'ai rencontré de nombreuses personnes forcées à l'exil. Ces images ne cessent de m'accompagner. Récemment, la Suisse a apporté son aide financière lors de conférences de donateurs organisées pour la Syrie et le Yémen. Il n'y a pas si longtemps, on pouvait aller en vacances en Syrie. Désormais, c'est la guerre, et des millions de réfugiés ont tout laissé derrière eux. La force dont ils doivent faire preuve est difficile à imaginer.

Votre famille a aussi vécu la guerre.

Effectivement, au Nigeria, ma famille du côté de mon père a connu la guerre du Biafra. Quand je retourne là-bas, ils me parlent toujours de cette période traumatisante. Ils ne comprennent pas pourquoi je me rends volontairement dans des zones de conflit alors que j'habite dans un pays en paix. C'est inconcevable pour eux. Quand on est pris dans une guerre, on veut à tout prix en sortir.

Avant de vous lancer dans une carrière humanitaire, vous étiez coureuse d'élite, croyez-vous aux vertus du sport dans le domaine de la coopération? Au CICR, j'ai constaté plusieurs fois à quel point on pouvait diminuer la violence en formant des équipes. Le sport est très efficace pour retisser des liens. La DDC n'a pas de projets dans ce domaine mais elle soutient des activités culturelles, qui sont tout aussi importantes.

Quel regard portez-vous sur la situation actuelle des Jeux olympiques?

J'espère que les JO de Tokyo pourront avoir lieu. C'est tellement important pour les athlètes. Ils investissent des années pour y participer. Les sportifs d'élite n'ont pas des carrières de vingt ans. Ils ont une ou deux opportunités de se qualifier pour les Jeux, rarement trois. De plus, une participation est un immense atout sur le CV. Pour les employeurs, c'est synonyme de rigueur, de persévérance, de résistance au stress. Cela vaut un diplôme.

Le sport professionnel a beaucoup changé ces dernières années. Est-ce également le cas de la coopération? On dit parfois que c'est une manière de s'acheter une bonne conscience à peu de frais pour les pays riches. Voire une forme de néocolonialisme. Comment vous intégrez-vous dans cette évolution? Sereinement. Ce que vous décrivez s'apparente à la coopération du dernier millénaire. J'espère qu'on est en train de dépasser cela! La Suisse a l'avantage de ne pas souffrir d'un lourd passé colonial, ce qui nous aide beaucoup. De nouveaux modèles coopératifs émergent aussi entre pays suite à la définition par l'ONU des 17 objectifs de développement durable, qui fournissent un langage commun à toutes les nations. Le temps où un pays en contactait un autre pour lui proposer 200 docteurs, un hôpital et des semences en lui disant où les mettre est fini. Chaque contribution doit s'inscrire dans les plans du pays hôte. On ne dicte plus les choses. Nous sommes partenaires.

Les choses ont donc changé depuis ce temps où le CICR refusait de vous envoyer en Afrique parce que vous en êtes vous-même originaire? Oui. Heureusement.

La DDC est-elle aussi diverse que le CICR? Je sors d'une réunion où nous étions neuf autour de la table, dont huit femmes. Cela dit, on ne peut pas comparer avec le CICR, qui est une organisation internationale. A la DDC, certains collaborateurs ont une double nationalité mais la majorité est Suisse. Il y a cependant des employés d'origines très différentes. L'important est que le travail soit bien fait.

Vous tranchez avec l'image du fonctionnaire fédéral. Comment êtes-vous accueillie sur le terrain? Nous sommes toujours bien reçus. Nous sommes là pour coopérer. Dans ce cadre, peu importe la tête que vous avez. Je suis bien consciente que je suis différente de ce que l'on peut imaginer d'un membre de l'administration. Mais jusqu'ici, cela se passe très bien. Je vais en Ukraine dans quelques jours, je suis confiante dans le fait que cela va se poursuivre!

Vous n'avez jamais fait l'expérience du racisme? Si, bien sûr, cela m'est arrivé quand j'étais plus jeune et même plus récemment, en Suisse ou ailleurs. Je mets de côté les mauvaises expériences. Je sais aussi faire la différence entre la méchanceté et l'ignorance. Dans le second cas, on peut dissiper les malentendus par le dialogue. J'essaie toujours de discuter en espérant faire changer d'avis ou ouvrir l'horizon de mon interlocuteur. Pour qu'il puisse convaincre d'autres personnes. Cela ne marche évidemment pas toujours.

Que vous inspire le mouvement Black Lives Matter?

Il est certain que les discriminations raciales me touchent. J'en ai moi-même fait l'expérience en Suisse ou aux Etats-Unis, deux pays où j'ai vécu, deux pays majoritairement blancs. Chacun et chacune doit avoir les mêmes droits, le même respect et les mêmes opportunités. C'est non négociable. ■